

MEMORANDUM DE LA POPULATION CIVILE DU HAUT-MBOMOU RELATIF AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITE, A LA TENTATIVE DE GENOCIDE ET D'EXTERMINATION DE L'ETHNIE AZANDE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

A

**L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE SECRETAIRE
GENERAL DES NATIONS UNIES (ONU)**

– NEW YORK –

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Nous, population civile du Haut-Mbomou, majoritairement issue de la Communauté Azande, venons par le présent mémorandum porter à votre haute attention la situation dramatique, inhumaine et alarmante que nous subissons depuis plusieurs décennies en République Centrafricaine, et qui a atteint aujourd'hui un niveau critique assimilable à une tentative manifeste de génocide et d'extermination de notre communauté.

Nous avons en effet, résumé à sept (07) points essentiels Monsieur le Secrétaire Général, les défis auxquels la population civile du Haut-Mbomou se retrouve coincée.

1. L'Abandon historique et absence de l'Etat dans le Haut-Mbomou

Depuis l'accession de la République Centrafricaine à l'Indépendance jusqu'à ce jour, la préfecture du Haut-Mbomou demeure abandonnée par l'Etat Centrafricain.

Il n'existe pratiquement aucune infrastructure étatique fonctionnelle :

- Absence de routes praticables ;
- Inexistence d'hôpitaux équipés ;
- Pénurie d'écoles et d'enseignants qualifiés ;
- Absence effective des forces régulières de sécurité ;
- Autorité de l'Etat quasi inexistante dans certaines localités ;

Cet abandon volontaire a exposé la population civile à toutes formes d'exactions et d'insécurité ;

2. Multiplication des violences armées contre la population Azande

Notre communauté a successivement subi les atrocités des braconniers armés, de la LRA de Joseph Kony, des groupes armés UPC, et aujourd'hui des mercenaires Russes Wagner, opérant avec l'assistance directe ou indirecte de certaines unités des FACA et sous le regard complice de la MINUSCA !

Depuis 1981 à ce jour, l'Etat Centrafricain a, de facto, laissé s'installer une politique visant à faire disparaître progressivement la communauté Azande du Haut-Mbomou afin de céder nos terres ancestrales à des groupes armés étrangers, principalement des Peuhls éleveurs lourdement armés.

3. Criminalisation de l'Autodéfense communautaire

Face aux massacres, pillages et crimes contre l'humanité perpétrés par les UPC, la population du Haut-Mbomou s'est vue contrainte, à partir de 2023, de s'organiser en autodéfense afin de survivre par la légitime défense ;

Cette résistance légitime a permis de rétablir une relative stabilité dans la région et de repousser plusieurs mercenaires Tchadiens, Soudanais et Nigériens affiliés au groupe UPC d'Ali Ndarassa Mahamat.

Reconnaissant initialement ces efforts, le Gouvernement Centrafricain avait décidé de former et d'incorporer certains jeunes Azande au sein des Forces Armées Centrafricaines (FACA).

Cependant, ces mêmes jeunes sont aujourd'hui persécutés, arrêtés arbitrairement, torturés et exécutés extrajudiciairement, sans procès équitable.

4. Disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires

Depuis les 24 et 25 Janvier 2025, à Bangui la capitale, après leur arrestation arbitraire et leur détention dans les locaux de la Section de Recherches et des Investigations (SRI), BAKOYOGO Célestin Lemane et GOUENGUE Elie, tous soldats de 2^e classe ont été enlevés sur ordre des autorités centrafricaines et remis aux mercenaires russes Wagner, qui les ont exécutés sans jugement.

Ce crime d'Etat ne saurait rester impuni.

5. Répression collective et persécution ethnique.

Depuis Février 2025, des arrestations massives avec disparitions à Zemio ont poussé de nombreux jeunes à se réfugier en brousse et d'autres vers la RDC au village Zapaï.

Des milliers des habitants Azande ciblé par ces arrestations ont dus quitter leur territoire.

Plus grave encore, c'est la tentative avortée de désarmement forcé des militaires FACA Azande, connus sous l'appellation « Wagner Ti Azande », par les mercenaires russes Wagner, qui a entraîné de lourdes pertes humaines parmi la population civile (femme et enfants), les forces gouvernementales et les mercenaires russes Wagner.

Aujourd'hui, la population civile paie le prix de cette ingérences étrangères notamment :

- Chasses à l'homme contre les civils Azande ;
- Arrestations arbitraires des jeunes zande sur le Site de déplacés dans l'église catholique ;
- Exécution du Conseiller au Maire Tisso René et des Chefs de quartiers d'origines Azande par les forces gouvernementales et leurs alliés Russes ;
- Persécutions contre les réfugiés Azande en RDC (Village Zapaï) ;
- Raffles quotidiennes à Zemio, Obo, Bambouti, Djemah et Mboki contre les Azande.

Les femmes, enfants et personnes âgées Azande ne peuvent plus circuler librement. Le sang Azande coule chaque jour, révélant un plan systématique de persécution ethnique et de génocide

6. Complicité de la MINUSCA

La MINUSCA, pourtant mandatée pour la protection des civils, collabore activement avec les mercenaires russes Wagner, leur fournissant des moyens logistiques et un appui opérationnel, au détriment de la population civile Azande.

